

SCOPE

N°26
MARS-AVRIL
2011

La Lettre d'information des cultures arables

ÉDITORIAL >P1

Un projet qui fait son chemin

ÉTUDES >P2

Le prix des uns, le prix des autres

DOSSIERS >P2

« Plan Silos », un plan dans le plan

INTERVIEW >P3

Des atouts à jouer outre-Méditerranée
pour nos grandes cultures

FOCUS >P3

Des perspectives aussi
pour nos maïs et tourteaux

CLEFS >P4

Quand la Bretagne attaque FNE...

Un projet qui fait son chemin

ÉDITORIAL > PAR CHRISTOPHE TERRAIN,
VICE-PRÉSIDENT D'ORAMA, PRÉSIDENT DE L'AGPM

En septembre 2010, nous validions au sein d'ORAMA notre projet « Pour une nouvelle PAC 2014-2020 », un projet reposant sur une PAC forte, valorisant l'atout que représentent les Grandes Cultures et rappelant combien la production européenne de grains, notamment française, constitue un élément de stabilité mondiale par ses performances et potentialités. L'actualité internationale confirme depuis lors ce que nous martelons, que l'agriculture est un secteur stratégique et qu'il faut progresser en productivité et compétitivité pour répondre à l'accroissement des demandes.

Les interventions récentes du Ministre de l'Agriculture, en particulier au récent Sommet du Végétal-le Congrès d'ORAMA-, montrent que notre projet et nos positions sont crédibles et font leur chemin.

Nous ne pouvons qu'approuver Bruno LE MAIRE lorsqu'il rappelle :

- que l'augmentation des prix doit s'analyser en termes de prix moyens et qu'il serait présumptueux d'affirmer que les prix seront durablement hauts,
- que la volatilité des cours exige des outils d'intervention, notamment de stockage, et, au regard des enjeux et défis internationaux, nécessite d'abord de produire,
- qu'il faut accroître la compétitivité en réduisant les prix de revient et en mettant parallèlement mettre un terme aux distorsions de concurrence intra-européennes,
- que le verdissement de la PAC doit être intelligent, simple, pragmatique, rémunéré et surtout ne pas se traduire par des règles nouvelles et des dispositifs distorsifs.

Christophe TERRAIN,
Vice-président d'ORAMA, Président de l'AGPM

Nous ne pouvons qu'applaudir le ministre lorsqu'il conclut, face à 500 congressistes, que l'Agriculture, secteur stratégique de la France, nécessite une PAC forte, avec un budget préservé, et qu'il est in fine de notre responsabilité morale de produire.

De ces engagements politiques, de ces orientations, de ce plaidoyer en faveur du produire plus, nous prenons acte. Mais il faut aussi une mise en cohérence des moyens avec les objectifs. Quid des facteurs de production, source de productivité et de compétitivité ? Quid de l'accès aux nouvelles molécules, aux traitements de semences, aux biotechnologies, à la gestion de la ressource en eau... ? Ils sont l'un de nos challenges majeurs pour demain et pour que notre projet poursuive son chemin.

ORAMA
nos cultures, notre avenir

Le prix des uns, le prix des autres

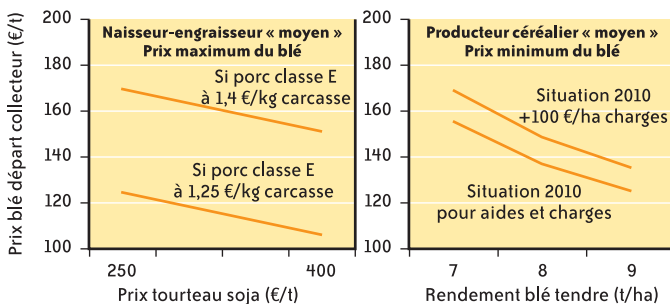
> UNE APPROCHE DES CONDITIONS DE COMPATIBILITÉ ÉCONOMIQUE ENTRE LE PRIX DU BLÉ PAYÉ PAR L'ÉLEVEUR ET LE PRIX PAYÉ AU PRODUCTEUR DE GRAINS

En présentant mi-février leur schéma de contractualisation entre organismes de collecte de grains et fabricants d'aliments du bétail, ORAMA, Coop de France, la FNA, le SNIA et les fédérations d'éleveurs ont expliqué que les contrats-type proposés prévoiraient un lissage des prix de marché sur plusieurs mois ou s'appuieraient sur les prix moyens de campagne payés aux producteurs de céréales et d'oléoprotéagineux.

Il s'agira donc, tout en suivant la pente générale des prix, de gommer les effets de leurs soubresauts les plus violents, c'est-à-dire d'écarter le risque que les uns achètent très mal et les autres vendent très mal.

Un tel mécanisme ne peut garantir en soi à un éleveur un résultat à l'équilibre. À performances techniques données, cela dépend

SIMULATION DES PRIX D'ÉQUILIBRE DU BLÉ POUR UN ÉLEVAGE PORCIN NAISSEUR-ENGRASSEUR « MOYEN » ET UN PRODUCTEUR CÉRÉALIER « MOYEN »



bien sûr aussi du prix de vente de sa production et de celui des matières premières importées.

Un travail de Céréalières de France simule en la matière jusqu'à quel prix du blé-départ collecteur un éleveur de porcs sur une exploitation moyenne peut couvrir ses coûts en fonction du prix du tourteau de soja. Et la même étude indique parallèlement quel doit être au

minimum le prix de ce blé pour qu'un producteur de grains sur une exploitation moyenne couvre ses coûts, compte tenu du rendement, des charges et des aides.

Il en ressort que sur les profils d'exploitation retenus, les impératifs des uns et des autres ne sont pas toujours conciliables. C'est le cas sur la campagne céréalrière en cours : tandis que

le prix d'équilibre pour le producteur de grains « moyen » est statistiquement de 155€/tonne-départ collecteur*, le prix du kg carcasse payé au producteur de porcs « moyen » a rarement atteint le niveau qu'il aurait fallu pour faire face à ces 155€/t, même au plus bas du prix du tourteau de soja (300€/t) depuis le 1/7/2010.

L'étude de Céréalières de France met donc d'autant plus en relief le besoin de compléter la contractualisation amont présentée ci-dessus par une contractualisation jusqu'à la distribution, qui permette comme le propose la FNSEA de répercuter les évolutions de prix des matières premières sur les prix des produits finis. ■

* Pour mémoire, le prix moyen de campagne pourrait se situer aux alentours de 180 €/t environ départ O.S., compte tenu de la proportion de la récolte déjà commercialisée avant l'emballage des marchés fin juillet.

« Plan Silos », un plan dans le plan

> LA NÉCESSITÉ DE PRODUIRE PLUS APPELLE À POUVOIR STOCKER PLUS

Lors du Sommet du Végétal à Marseille, le 19 janvier dernier, le président d'ORAMA a sollicité l'appui de l'Etat pour le lancement d'un « plan silos » de 5 millions de tonnes de capacités supplémentaires de stockage et de 1 milliard d'euros d'investissements, dans un premier temps. Sur le plan technique, il s'agit :

- de compenser les fermetures de capacités qu'ont entraînées depuis 2000 les exigences de la mise en conformité des silos. En 10 ans, il y eu perte de 3,2 millions de tonnes de capacités de stockage par rapport aux 58,4 Mt de fin 2000.

- de se donner davantage de place alors que la collecte de grains augmente en moyenne de 0,775 Mt par an.

Politiquement, le « Plan silos » est le corollaire de l'appel lancé à l'Europe au Sommet du Végétal à tourner la page de 20 ans de restriction de la production et de l'exportation de grains.

Bien sûr, les propositions que fait la France à ses partenaires du G20⁽¹⁾ pour améliorer le fonctionnement des marchés agricoles sont pertinentes. Mais, pour éviter les emballements de ces marchés et les tensions qu'ils génèrent, il faut avant tout que les

volumes de production augmentent et les grands pays exportateurs doivent assumer leur rôle en la matière.

C'est tout particulièrement vrai pour l'Union européenne. Elle est en effet le plus à même de ces pays, climatiquement, pour produire régulièrement à haut niveau et elle est la plus concernée, à tous points de vue, par l'approvisionnement de la rive sud de la Méditerranée.

Produire plus nécessite toutefois qu'en parallèle, les capacités de stockage suivent. D'une part, pour pouvoir collecter et commercialiser dans de bonnes conditions.

D'autre part, pour être en mesure de réguler les marchés à l'échelle des trop-pleins ou insuffisances des récoltes du futur par rapport aux besoins. Il y faut donc également, obligatoirement, une politique européenne d'intervention qui redevienne consistante, quelque forme qu'elle prenne. ■

(1) Groupe de 20 pays représentant 85% du commerce mondial, 2/3 des habitants de la planète et 90% du produit mondial brut.



Des atouts à jouer outre-Méditerranée pour nos grandes cultures

> LA PROGRESSION DE LA PRODUCTION Y SUIT DE MOINS EN MOINS L'ACCROISSEMENT DES BESOINS

Professeur émérite de géographie à l'Université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense, Jean-Paul CHARVET étudie depuis des décennies les tenants et aboutissants du marché mondial des céréales. Il nous fait part de sa vision de l'évolution du marché du blé*.



Jean-Paul CHARVET, Professeur de géographie à l'Université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense

Que vous inspire en tant que géographe spécialiste des questions agricoles la situation sur le marché mondial du blé ?

Les tensions que connaît actuellement ce marché soulignent que le blé a valeur de ressource stratégique, au même titre que le pétrole ou certains métaux rares. Alors que les pays du sud et de l'est du Bassin méditerranéen constituent désormais la première zone déficitaire en blé de la planète, le fait que l'Union européenne ait pu leur en livrer dernièrement des quantités importantes, y limitant ainsi la dégradation de la situation alimentaire, est significatif.

Quelle appréciation portez-vous sur les besoins futurs outre-Méditerranée ?

Au delà de l'amélioration des niveaux de vie d'une partie des populations - ce qui génère une consommation accrue de viandes de volaille et donc une consommation indirecte toujours plus importante de grains - l'accroissement démographique joue un rôle majeur. La population des cinq pays d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte) est passée de 92 millions en 1980 à 168 en 2010. Elle pourrait dépasser les 245 M en 2050. Les marges de progression de la pro-

“ Le blé, ressource stratégique au même titre que le pétrole ou certains métaux rares

duction de blé apparaissent dans le même temps très limitées, presque toutes les terres cultivables étant déjà exploitées. En Égypte, où tout le blé est produit en irrigué, la question du partage des eaux du Nil avec les pays situés plus en amont se pose de plus en plus. Au Maghreb, les conditions climatiques - modeste et forte irrégularité des précipitations d'une année sur l'autre - n'autorisent que des rendements modestes, inférieurs en moyenne à 15 q/ha, et très irréguliers. Les importations de blé des cinq pays sont passées de 16 M tonnes en 2001/2002 à plus

de 22 M en 2010/2011. Elles ne peuvent que continuer de progresser à l'avenir.

Quelle appréciation portez-vous sur les besoins futurs outre-Méditerranée ?

Sauf l'Union européenne, tous les grands exportateurs mondiaux de blé réalisent l'essentiel de leur production dans des régions plus ou moins affectées par la semi-aridité. D'où des productions susceptibles d'être très fluctuantes, comme l'illustrent les exemples de la Russie ou de l'Australie. La production européenne apparaît bien moins irrégulière, pour des raisons climatiques mais aussi du fait de l'encadrement fourni par la PAC. Enfin, nous savons tous que l'Afrique du Nord nous est géographiquement très proche... ■

* Jean-Paul CHARVET a publié en septembre 2010 aux Editions AUTREMENT un nouvel ouvrage intitulé « Atlas de l'agriculture - Comment pourra-t-on nourrir le monde en 2050 ? » - 80 pages - 17 euros.

Des perspectives aussi pour nos maïs et tourteaux



Le développement des élevages avicoles et laitiers sur le pourtour sud et est de la Méditerranée, dû à l'augmentation du pouvoir d'achat, conduit les pays de cette zone à importer de plus en plus de maïs et de matières protéiques. Pour le Maroc, par exemple, qui

ne produit pas de maïs-grain et en a importé 1,7 Mt en 2009/2010, essentiellement d'origine nord et sud-américaines, la production de viande de volaille pourrait aboutir rapidement à un besoin de 0,5 Mt supplémentaire par an. C'est une opportunité pour le maïs français, qui doit cependant s'adapter pour répondre aux exigences bien spécifiques de ces pays.

En matières protéiques, la hausse des prix du tourteau de soja et des céréales donne de l'attractivité aux tourteaux de colza et de tournesol, encore peu utilisés dans cette zone, sauf en Turquie et en Israël pour ceux de colza. La filière oléagineuse française a matière à trouver là des débouchés pour sa production croissante de tourteaux, ce qui exige d'offrir ces produits régulièrement en quantité et dans les qualités idoines.

FOCUS

Quand la Bretagne attaque FNE...

> UNE MOTIVATION MÉTHODIQUEMENT ENTRETENUE PAR LE MONDE AGRICOLE



CLEFS >

Sitôt lancée la campagne d'affichage de FNE le mois dernier, le Conseil régional de Bretagne en a saisi la justice. Éclairage sur l'ambiance dans laquelle sont abordées les problématiques agro-environnementales dans cette région.

En attaquant en justice FNE, dont la campagne d'affichage de février mettait notamment en avant une plage d'algues vertes, la région Bretagne n'a pas seulement voulu défendre son image touristique. Son président a également exprimé le ressentiment de « nombre de bretons, au premier rang desquels figurent les professions agricoles, mais pas seulement » face à cette campagne « qui nie leur engagement pour un environnement durable et sain ».

Cette reconnaissance accordée à l'agriculture, malgré toutes les attaques dont elle fait l'objet, est à mettre au crédit du syndicalisme majoritaire, des chambres et des organismes économiques agricoles de la région.

Volonté permanente de construire

D'abord, ces organisations font constamment preuve de volonté de dialoguer et de construire. Leur participation aujourd'hui au plan « Algues vertes » et les progrès réalisés en matière de qualité de l'eau en témoignent. Sur le plan du fonctionnement ensuite, elles travaillent en coordination permanente dans le cadre de la CAR Environnement, prolongement de la Conférence agricole régionale (CAR), afin de préparer et de porter le plus

efficacement possible des positions communes. La même démarche est poursuivie dans le domaine de la communication dans le cadre de CAP-Bretagne (Comité pour une action positive en Bretagne). Sur ces deux bases s'est édiflée une capacité de veille, d'anticipation, de réaction, de proposition et donc d'impact à la mesure de tout ce qui ne cesse de se dire, s'écrire et se profiler en matière d'environnement.

Détermination à se faire respecter

Reste les leviers de la communication.

Les organisations agricoles bretonnes ont pour politique de toujours répondre aux sollicitations de la presse, même si l'environnement est un sujet compliqué médiatiquement, et,

mieux encore, de les précéder. Dans le même esprit, elles incitent leurs troupes à s'exprimer sur ces questions sur Internet. Enfin, parce que, pour demeurer audible, il faut parfois montrer que l'on tient à être respecté, elles utilisent chroniquement la voie judiciaire contre les détracteurs de l'agriculture et, plus frontalement, organisent des contre-rassemblements sur les lieux des manifestations initiées par les associations écologistes activistes. Ainsi, en septembre 2010, tandis qu'une manifestation avait lieu sur une plage de la baie de Douarnenez sur le thème « Algues vertes = nitrates = cochons », 1 500 agriculteurs, artisans, commerçants et villageois des alentours se réunissaient sur la dune en surplomb pour dessiner sous forme de chaîne humaine les mots *Vivre ici* (photo). ■



Contre-rassemblement agricole et rural face à des écologistes activistes à Sainte-Anne-La-Palud (29), septembre 2010.

> COURRIER

Les prélèvements sur mes paiements 2010 ont été moins importants qu'annoncé. Avez-vous une explication ?

Dans le cadre des décisions prises en France au titre du Bilan de Santé de la PAC, le ministère avait annoncé un prélèvement proche de 4,55 % (385 millions d'€) sur l'ensemble des soutiens du premier pilier de la PAC, couplés comme découplés. C'était le taux de prélèvement qu'il estimait nécessaire pour pouvoir financer les nouvelles aides au dispositif de gestion des risques, ainsi que le renforcement des soutiens aux protéines végétales, au blé dur, aux productions fragiles (hors légumes et pommes de terre) et au maintien de l'agriculture biologique.

Au final et sans réellement s'en expliquer, l'administration a réussi à mettre en œuvre l'ensemble des mesures précédentes en ne prélevant que 3,92 % des seuls paiements découplés.

> AGENDA

ORAMA - Réunion syndicale régionale Bretagne avec adhérents des FDSEA
Thèmes : Conjoncture/PAC 2014-2020
14 mars - Loudéac (22)

ARVALIS - Colloque Blé tendre
Thèmes : Améliorer les performances, gérer les variétés
16 mars - Paris

FNSEA - 65^{ème} Congrès
29 au 31 mars - Saint-Malo (35)

ARVALIS/CETIOM
Visite d'essais blé tendre et dur, colza, pois
22 avril - Station de Bayssan (34)

ARVALIS/CETIOM
Visite d'essais céréales, colza, tournesol
26 mai - Domaine du Magneraud
Saint-Pierre d'Amilly (17)

CONTACTS

AGPB > www.agpb.fr
> contact@agpb.fr

AGPM > www.agpm.com
> contact@agpm.com

FOP > www.prolea.com
> fop@prolea.com

ORAMA
nos cultures, notre avenir

SCOP INFO EST UNE PUBLICATION D'ORAMA
23/25 avenue de Neuilly 75116 Paris - Tél. 01 44 31 10 00
Rédacteur en chef : Pascal HURBAULT - Comité de rédaction :
P. AUGUSTE, P.-O. DRÈGE, G. DUBLINEAU, L. ESPRIT, A. KETTANEH,
T. PERINET, C. POEYDOMENGE, F. TOCCHET.
Conception : avril en ville - Impression : Groupe CORLET.
Rédaction achevée le 23/02/11